

Résumé

Depuis quinze ans, le taux de profit augmente. Pourtant, ce rétablissement n'a pas entraîné une semblable reprise de l'accumulation. Cette configuration inédite suggère qu'il manque une condition essentielle du retour à une croissance soutenue, en raison d'une inadéquation croissante de la structure des besoins aux exigences de l'accumulation. Du coup, la croissance est médiocre, les gains de productivité demeurent en partie à l'état latent, la financiarisation se substitue à la demande salariale. Du coup, la reprise récente n'annonce pas forcément l'entrée dans une nouvelle phase d'expansion.

La présente contribution se situe dans le cadre d'une approche « marxisto-régulationniste » qui se réclame à la fois de la théorie des ondes longues de Mandel et de la notion d'ordre productif empruntée à Dockès et Rosier. Son projet est d'examiner les obstacles à la mise en place d'une nouvelle phase expansive qui puisse résister au prochain retournement de conjoncture.

Le fait même de poser la question en ces termes - à rebours de l'optimisme ambiant suscité par la « nouvelle économie » - suppose que l'on relativise deux interprétations qui nous semblent aujourd'hui en partie invalidées. La première est une lecture néo-schumpétérienne qui postulerait l'existence d'un cycle long de l'innovation. L'une des caractéristiques de la période actuelle, que résume bien le « paradoxe de Solow » est que de profondes mutations technologiques ont eu lieu, qu'elles se sont accompagnées de transformations dans l'organisation du travail, mais que cela ne suffira pas, à échéance prévisible, à jeter les bases d'une nouvelle phase d'expansion. Le débat qui s'est développé aux Etats-Unis sur cette question devrait bientôt se trouver au moins provisoirement clos par le retournement du cycle.

La seconde interprétation que la réalité met à mal est l'harmonicisme régulationniste qui consiste à postuler quant à lui un cycle long de l'innovation sociale. Les réserves de « trouvailles » disponibles seraient à peu près inépuisables et le capitalisme aurait une capacité pratiquement illimitée de susciter une évolution des rapports sociaux adéquats à son propre développement. C'est ici l'hypothèse de « néo » ou « post »-fordisme qui se trouve démentie par l'évolution concrète des modèles de travail et de consommation.

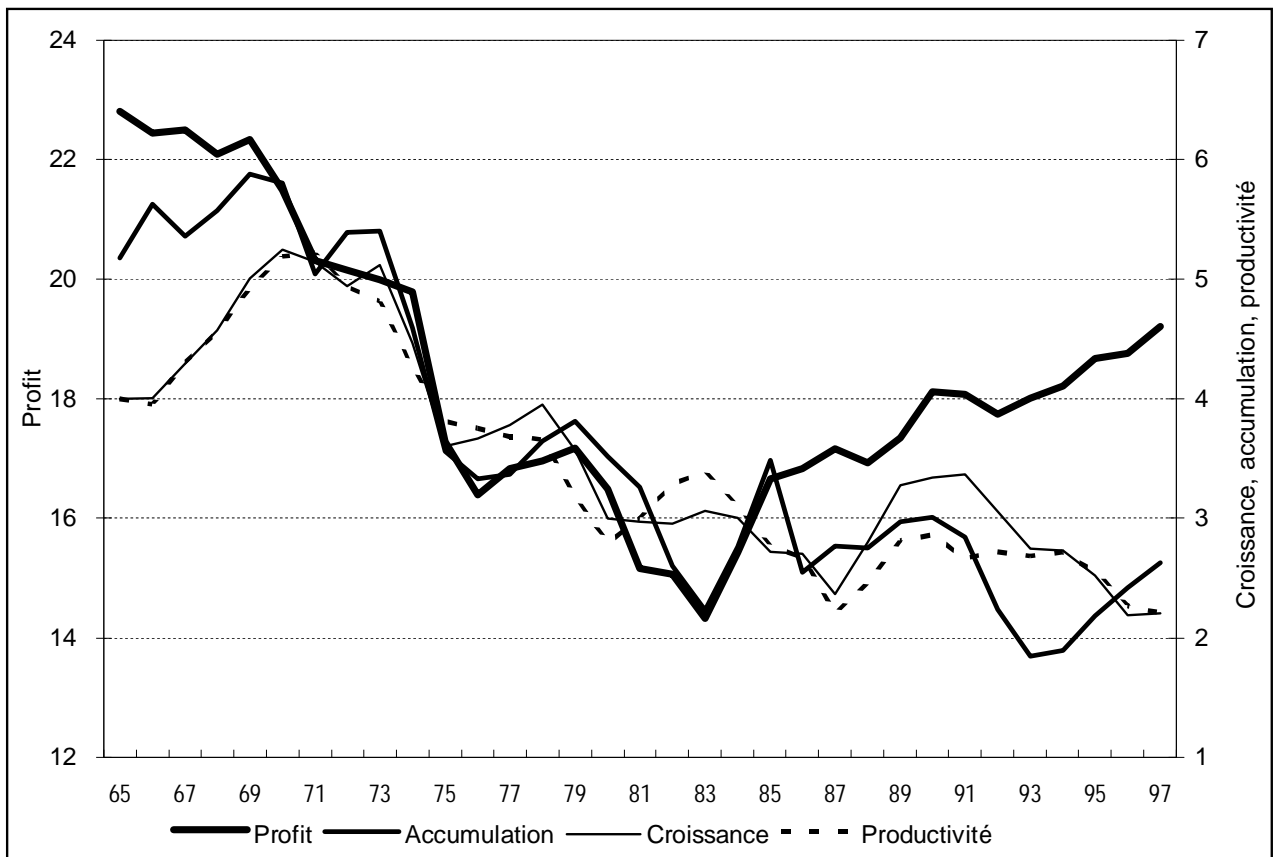
Une autre manière de (ne pas) poser la question est d'en nier la validité. Plutôt que de parler d'une phase dépressive, il faudrait tout simplement constater que le capitalisme est passé à un autre régime d'accumulation qui s'accommoderait au fond assez bien de la faible croissance, de la montée des inégalités et de la financiarisation. Chacun de ces traits seraient fonctionnels à la reproduction du capital. La question d'un retour une phase expansive ne se poserait donc pas, la seule question étant la viabilité politique et sociale de ce nouveau régime d'accumulation. C'est autour de cette question que nous proposerons notre propre schéma d'interprétation qui cherchera à reprendre de manière synthétique et développée un certain nombre de travaux antérieurs. Notre point de départ sera ici la caractéristique inédite de cette phase dépressive, à savoir le rétablissement du taux de profit.

¹ Communication au Colloque international « Théorisation du long terme et dépassement des phases dépressives », organisé par le LATEMA - Laboratoire Montpellierain d'Economie Théorique et Appliquée. Montpellier, 9 & 10 septembre 1999.

Une dépression profitable

La période dans laquelle se trouve le capitalisme n'est pas semblable aux précédentes phases de faible croissance et elle n'est pas non plus un retour aux moyennes séculaires, après la fermeture de la parenthèse exceptionnelle de l'« Age d'or ». Ce qu'il y a de particulier dans la phase ouverte par le tournant néo-libéral du début des années quatre-vingt, c'est la conjonction de niveaux de rentabilité élevés avec des taux de croissance faibles et hésitants, et surtout avec des taux d'accumulation médiocres. Autrement dit, la phase dépressive se prolonge, alors même que toutes les conditions classiquement avancées par les différentes théories pour en sortir sont réunies. On a, pour aller vite, la rentabilité, la technologie, et le modèle néo-taylorien. Pourquoi n'a-t-on pas en même temps plus d'accumulation du capital ?

GRAPHIQUE 1. LES COURBES DE LA DYNAMIQUE CAPITALISTE DANS LE G7*



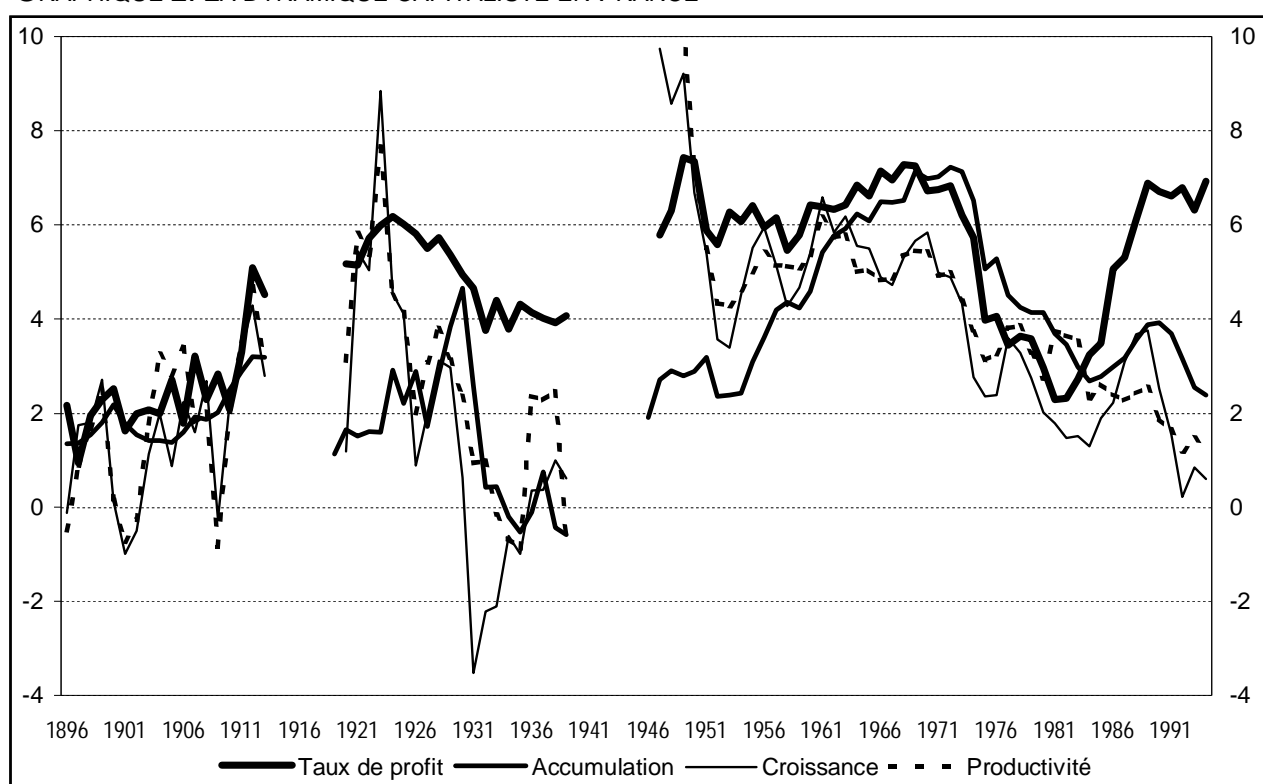
* Le G7 est ici l'ensemble Etats-Unis, Japon, Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni

Avant de détailler les réponses possibles, il convient de s'assurer que le diagnostic porté est conforme aux faits observables. On s'en tiendra ici au graphique 1 ci-dessous qui retrace l'évolution des principales courbes décrivant la dynamique capitaliste. Les indicateurs qui y sont représentés sont calculés sur l'ensemble constitué par les Etats-Unis, le Japon et les cinq principaux pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni). On observe facilement le passage d'un régime de croissance à un autre. Jusqu'à la récession de 1974-75, toutes les variables se situent à un niveau élevé : la croissance est tirée par une accumulation vigoureuse qui dégage d'importants gains de productivité, ces derniers contribuant eux-mêmes à l'obtention de taux de profits élevés. La phase qui sépare les deux récessions, celle de 1974-75 et celle de 1980-82, organise la transition vers un nouveau régime où la croissance est nettement inférieure, l'accumulation freinée et les gains de productivité réduits.

Cependant, une courbe se distingue des autres, c'est celle du taux de profit qui se redresse dès le milieu des années quatre-vingt et enregistre depuis lors une tendance régulière à la hausse. Mais cette restauration du profit n'entraîne ni l'accumulation ni la croissance dans son sillage, sauf de manière transitoire lors de la reprise cyclique de la fin des années quatre-vingt.

Cette configuration est effectivement inédite, comme il est possible de le vérifier en longue période sur le cas français. Le graphique 2 fait ressortir les grandes phases économiques scandées par l'évolution du taux de profit qui représente une variable synthétique de la dynamique capitaliste. Moyennant ruptures et fluctuations, on observe une évolution parallèle des principales grandeurs ici passées en revue, à savoir le profit, l'accumulation, la croissance et la productivité. Ce parallélisme est cependant rompu au milieu des années quatre-vingt et l'on observe clairement le phénomène d'un rétablissement du profit qui n'entraîne aucun mouvement semblable de l'accumulation, de la croissance et de la productivité.

GRAPHIQUE 2. LA DYNAMIQUE CAPITALISTE EN FRANCE

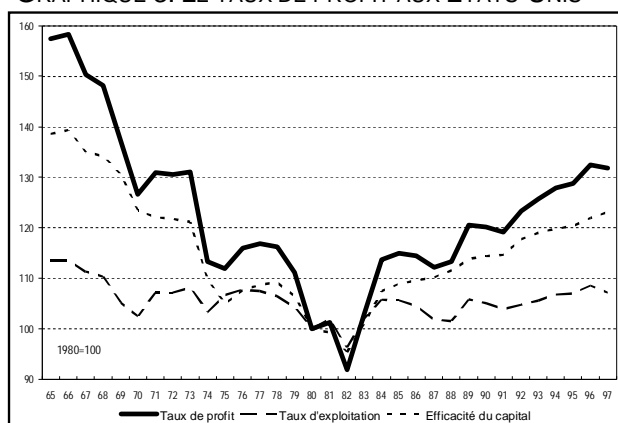


L'évolution du taux de profit et ses déterminants

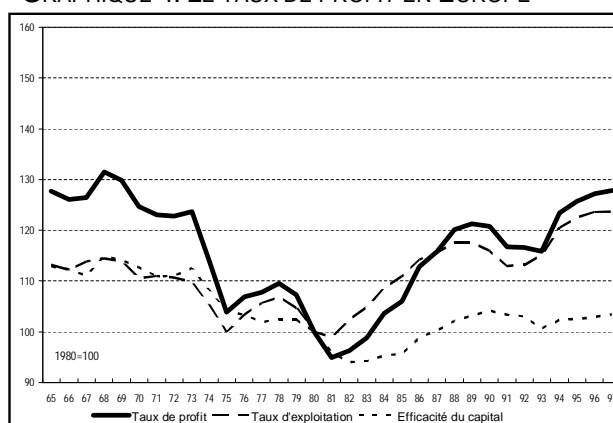
Ce rétablissement du taux de profit est indéniable, et c'est une des curiosités de l'analyse économique marxiste que de disserter sur la baisse du taux de profit alors que celui-ci augmente depuis plus de quinze ans. Le retournement coïncide en effet avec la récession généralisée de 1981-1982 : depuis cette date, le taux de profit a augmenté de 43 % aux Etats-Unis, et de 32 % en Europe. Le profil sur ces deux grandes zones de l'économie mondiale est finalement assez semblable. Ce n'est qu'au Japon que le taux de profit a recommencé à baisser dans les années quatre-vingt-dix, après avoir commencé à augmenter dans les années quatre-vingt.

La grande différence entre Etats-Unis et Europe réside dans les modalités de cette évolution, que l'on peut étudier à partir d'une décomposition simple du taux de profit comme le produit de deux variables. La première est la part du profit dans le produit, qui représente une approximation du taux d'exploitation. La seconde est le ratio que l'on appellera efficacité du capital², et qui rapporte le produit au capital net. Cette seconde variable est mesurée à prix courants, de telle sorte qu'elle n'est pas purement « technologique ». Il faudrait à coup sûr affiner ce travail comparatif dont on ne doit pas sous-estimer les difficultés. Mais il livre un enseignement tranché quant à la contribution relative de ces deux facteurs, que les graphiques 3 et 4 permettent de visualiser.

GRAPHIQUE 3. LE TAUX DE PROFIT AUX ETATS-UNIS



GRAPHIQUE 4. LE TAUX DE PROFIT EN EUROPE



Un premier résultat porte sur la stabilité du *mix* entre exploitation et efficacité du capital : par coïncidence, il est parfaitement constant aux Etats-Unis et montre la prépondérance, à la hausse comme à la baisse, de la contribution de l'efficacité du capital (tableau 1). Les résultats ne diffèrent pas qualitativement en Europe en ce qui concerne la phase de baisse du taux de profit (1965-1982). Dans les deux cas, celle-ci s'explique en gros pour un tiers par le taux d'exploitation et pour les deux tiers par l'efficacité du capital. Ceci confirme en partie les assertions de Brenner³ quant au rôle déterminant de ce deuxième élément.

TABLEAU 1. CONTRIBUTIONS A L'EVOLUTION DU TAUX DE PROFIT

		1965-1982	1982-1997
		(baisse)	(croissance)
USA	Exploitation	29 %	29 %
	Efficacité du capital	71 %	71 %
Europe	Exploitation	36 %	69 %
	Efficacité du capital	64 %	31 %

Sources : Duménil and Lévy, OCDE⁴

En revanche, il en va tout autrement en ce qui concerne la phase de rétablissement du taux de profit (1982-1997). Certes les proportions restent identiques aux Etats-Unis, mais elles s'inversent en Europe, où le rétablissement du taux de profit est acquis de manière prépondérante par une augmentation du taux d'exploitation. Le Japon présente un cas de figure

² de manière à réserver la notion de productivité au seul travail

³ Brenner 1998

⁴ Pour l'Europe (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne) les données sont construites à partir de OCDE 1998. Pour les Etats-Unis, nous avons utilisé la base de données de Duménil et Lévy. Voir Duménil et Lévy 1994, ou encore <<http://www.cepremap.cnrs.fr/~levy/uslit4.pdf>>.

différent : la forte baisse du taux de profit entre 1965 et 1982 s'explique à parts à peu près égales par le taux d'exploitation et l'efficacité du capital. Sur la période récente, le taux de profit reste à peu près constant.

Cette différenciation conduit à affiner la décomposition du taux de profit. Dans le champ du marxisme, la décomposition binaire renvoie à la formule classique qui fait dépendre le taux de profit du taux d'exploitation et de la composition organique du capital. Mais ces deux dernières grandeurs ne sont pas séparables, puisque l'une et l'autre dépendent de la productivité du travail. En isolant cette composante, on voit alors apparaître une double détermination :

- le taux d'exploitation dépend de l'évolution relative du salaire et de la productivité du travail ;
- l'efficacité du capital dépend de l'évolution relative du capital par tête et de la productivité du travail.

Il est alors possible d'éclairer la différenciation entre Etats-Unis et Europe (tableau 2). Celle-ci ne dépend pas essentiellement de la croissance du salaire qui est contenue de la même façon dans les deux zones, mais principalement des conditions de production que l'on peut résumer ainsi : en Europe, le capital par tête augmente presque trois fois plus vite qu'aux Etats-Unis mais conduit à des gains de productivité supérieurs seulement de moitié. Dans ces conditions, la progression du taux de profit est inférieure en Europe, et nécessite un déplacement important du partage de la valeur ajoutée, autrement dit une augmentation du taux d'exploitation.

TABLEAU 2. LES DETERMINANTS DU TAUX DE PROFIT 1982-1997

	USA	Europe
Capital par tête	0.7 %	1.9 %
Productivité	1.2 %	1.7 %
Salaire réel	0.8 %	1.0 %
Taux de profit	2.4 %	1.9 %

Taux de croissance annuel moyen 1982-1997

L'évolution du taux de profit dépend donc de l'évolution relative de trois grandeurs, qui sont le salaire réel, la productivité du travail (produit par tête) et la composition du capital (capital par tête). Quelles sont les principales logiques de cette interaction ? On en distinguera trois : la fonction de production, l'étendue du marché, la norme salariale. On choisit volontairement de désigner ces trois notions à partir de termes empruntés à des paradigmes étrangers au marxisme pour bien souligner que le marxisme doit lui aussi traiter ces différents aspects.

La fonction de production et l'étendue du marché

Par fonction de production, on désigne ici le rendement, sous forme de productivité, de l'intensification du capital : la manière dont un supplément de capital par tête augmente ou non la productivité du travail est une variable-clé de l'analyse du taux de profit. Mais on ne peut non plus échapper à une détermination complexe des relations entre accumulation et productivité⁵. Le point de départ consiste à dire qu'il existe un potentiel important de gains de productivité associé à l'effort d'investissement que l'on peut repérer au niveau de la phase finale de la production, qu'il s'agisse de biens ou de services. Mais cette liaison est une liaison partielle qui ne suffit pas à rendre compte de l'ensemble des relations entre accumulation du capital et productivité.

⁵ Husson 1999.

Le même effort d'investissement peut en effet engendrer des gains de productivité plus ou moins élevés, et ce « rendement » de l'accumulation contribue à déterminer l'efficacité du capital. L'évolution relative de la productivité du travail et de l'efficacité du capital détermine ensuite les performances en termes de « productivité globale des facteurs ». On peut montrer⁶ que c'est l'évolution comparée de cette productivité globale et de celle du salaire réel qui à son tour détermine l'évolution du taux de profit. Cette dernière liaison entre salaire et taux de profit introduit un effet de *feed-back*: tout objectif de maintien ou de rétablissement du taux de profit s'énonce - à productivité globale des facteurs donnée - comme la fixation d'un objectif de progression maximale du salaire.

L'objectif ainsi défini du point de vue de la progression des salaires va contribuer - moyennant divers intermédiaires (taux d'épargne, dynamisme des revenus non salariaux) - à déterminer la progression du produit, en fonction de la demande effective globale. La progression de la demande, d'une part, l'évolution du taux de profit, d'autre part, se combinent pour déterminer la dynamique de l'investissement. On a donc une double détermination de l'accumulation en fonction d'éléments de demande et de conditions de rentabilité.

La loi dite de Kaldor-Verdoorn introduit une liaison complémentaire entre la croissance du produit et la productivité du travail, tandis que l'évolution de la productivité du travail va contribuer, notamment au niveau sectoriel, à déterminer l'évolution du salaire réel. Une relation inverse peut également jouer, dans la mesure où l'évolution du salaire va rétroagir en partie sur la productivité du travail. La productivité et son profil sectoriel contribuent fortement à la détermination des prix relatifs qui vont à leur tour façonner la dynamique sectorielle de la croissance. L'élasticité de la consommation aux prix est un puissant moyen d'orientation de la demande vers les secteurs à forte productivité et peut ainsi contribuer à la mise en place d'un cercle vertueux.

On ne peut restituer l'histoire récente de la dynamique du capital sans mobiliser l'ensemble de ces déterminants. En particulier, toute explication de l'épuisement des gains de productivité doit combiner une approche technologique (la saturation du paradigme taylorien) et une dimension sociale, celle de la résistance des travailleurs à l'intensification de leur exploitation. Il n'existe donc pas d'« autonomie technique » de la fonction de production qui ferait de la productivité un sous-produit garanti et en quelque sorte inerte de l'accumulation du capital⁷.

A partir d'un schéma de détermination relativement complexe et formellement circulaire, la meilleure méthode consiste à identifier les liaisons qui font apparaître empiriquement la plus grande densité causale. La question-clé est ici celle du ralentissement de la productivité, sur laquelle la discussion s'est focalisée, autour de ce qu'il est convenu d'appeler le paradoxe de la productivité (dit de Solow). Pourquoi les innovations technologiques (une véritable « grappe ») et les transformations dans l'organisation du travail n'ont-elles pas eu d'effets dur la productivité du travail qui a plutôt tendance à ralentir globalement, au moins en Europe ? Ce constat va à l'encontre des fausses évidences qui sous-tendent la thèse de la fin du travail : la montée du chômage de masse n'est pas associée à une explosion de la productivité mais au contraire à son ralentissement. Ce constat macroéconomique heurte la perception concrète de la réalité économique et sociale: on licencie à tour de bras, on intensifie le travail, on remplace le travail humain par des automates, et tout cela ne signifie pourtant pas une accélération de la productivité. Plus qu'un paradoxe il y a là une énigme, mais aussi une invitation à considérer que la nouvelle expansion est au coin de la rue.

C'est en effet une tentation qui revient périodiquement (en général dans les phases de reprise cyclique) d'annoncer un « nouveau Kondratieff ». *L'Expansion* l'avait fait à la fin des années quatre-vingt et, plus récemment Raymond Barre et Jacques Chirac ont tenu un semblable discours à Davos. L'emballement du cycle aux Etats-Unis a conduit depuis quelques temps à

⁶ Husson 1996a.

⁷ sur ce point, voir notre critique de Brenner, Husson 2000.

des théorisations impressionnistes sur la « nouvelle économie ». Et c'est au fond assez logique : toutes les conditions seraient en place et il ne manquerait plus qu'un peu d'apprentissage pour que la mayonnaise prenne à nouveau et que les nouvelles technologies dopent la productivité.

On peut considérer que le moteur finira par s'enclencher mais, en attendant, il est possible d'éclairer le « paradoxe » de Solow autour de deux idées simples, celle de l'évaporation de la productivité, et celle de l'étendue du marché. L'idée d'évaporation correspond à la déperdition que l'on peut constater à mesure que le point d'observation se transforme. Au niveau de la production finale (l'atelier, le bureau), les gains de productivité sont palpables et vécues par les travailleurs comme le soulignent périodiquement les enquêtes du Ministère du Travail. Mais ils s'évanouissent peu à peu quand on passe au niveau macroéconomique. Que se passe-t-il entre ces deux niveaux ? La réponse repose sur une analyse des relations interindustrielles qui fait apparaître deux phénomènes. L'externalisation revient à remplacer le travail direct par des achats intermédiaires, autrement dit par du travail indirect (du point de vue de l'unité de production finale). Il y a donc déperdition, parce que les dépenses de travail indirect augmentent plus vite que celles que l'on observe à travers du seul travail direct. Les extraordinaires gains de productivité observés en bout de course ont impliqué des dépenses de travail en amont que l'on oublie de prendre en compte : travail de conception des biens d'équipement, de rationalisation, maintenance, marketing, entretien, etc. Cette analyse permet de déceler une seconde évolution très marquée, qui est la croissance des achats de l'industrie aux branches des services. C'est par ce canal que la productivité moins dynamique des services contamine celle des autres branches, et notamment celles de l'industrie manufacturière.

Cette détermination du côté de l'offre est doublée du côté de la demande par l'influence de l'étendue du marché. Ce clin d'oeil à Smith (et à Kaldor) s'appuie sur un travail sectoriel comparatif portant sur trois pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni) et qui conduit à des résultats intéressants⁸. Les résultats négatifs sont eux-mêmes significatifs : il n'est pas possible de rendre compte du ralentissement de la productivité et de son profil sectoriel en la rapportant seulement à l'évolution de l'accumulation. Que l'on considère le taux d'accumulation ou le capital par tête, ces grandeurs ont une capacité d'explication limitée, en dépit de leur significativité. Le résultat majeur est qu'il est nécessaire de faire intervenir l'étendue du marché, à savoir la croissance du produit pour espérer rendre compte des évolutions sectorielles des productivités.

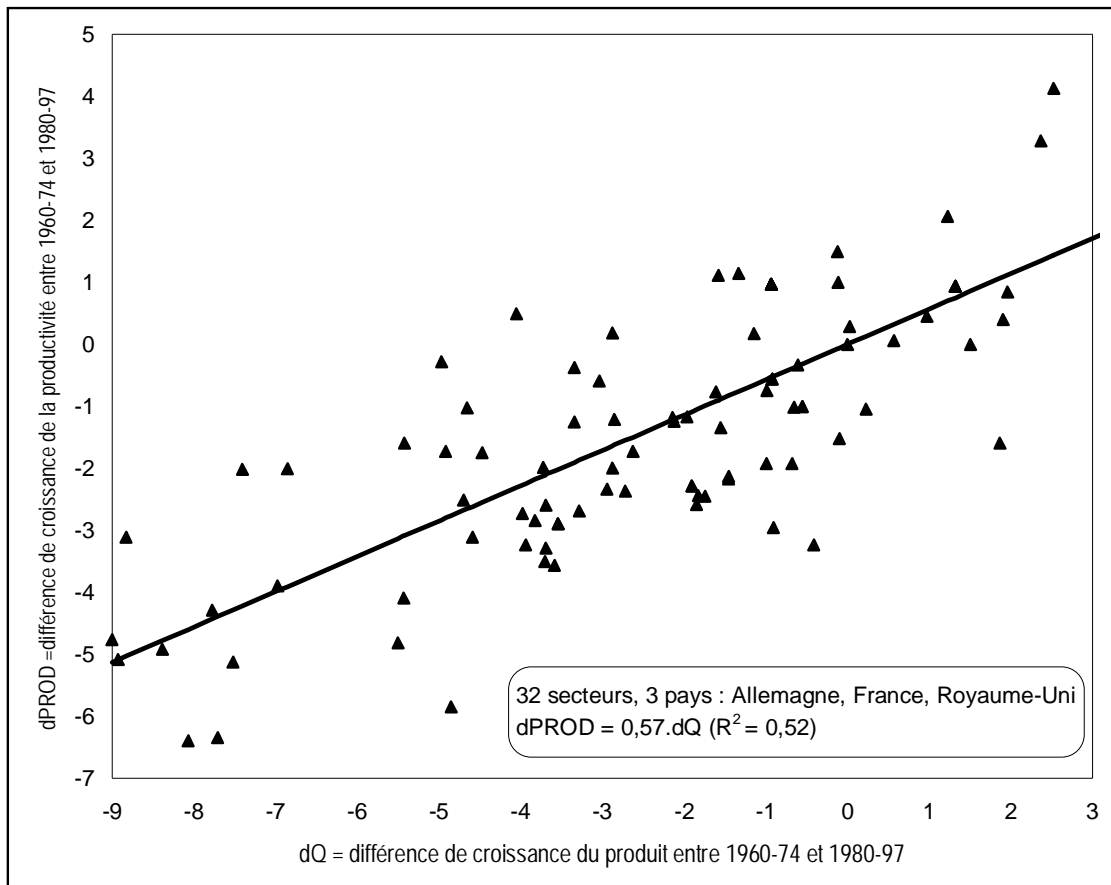
On peut ainsi mettre en lumière une « loi de Kaldor différentielle » qui rapporte le ralentissement de la productivité entre deux périodes au ralentissement simultané de la croissance (graphique 5). Les deux périodes sont clairement typées, de manière à comparer « avant » (1960-1974) et « après » (1980-1997). L'empilement de données sectorielles couvrant l'ensemble de l'économie et émanant de trois pays permet de filtrer l'ensemble des spécificités nationales ou sectorielles.

Dans la mesure où la demande salariale est la principale composante de la demande finale, on constate que l'après-fordisme peut se définir comme un point d'équilibre particulièrement bas du couple salaire-productivité. Si tout ce qui précède est correct, on pourrait imaginer dans l'abstrait un scénario où un salaire plus élevé impliquerait une demande plus dynamique qui aurait la vertu de rendre effectifs des gains de productivité potentiels. Ceux-ci viendraient à leur tour compenser, du point de vue de la rentabilité, l'impact d'un salaire plus élevé sur le taux de profit. Il faudrait également prendre en compte la fonction de réaction des capitalistes à la hausse du salaire sous forme d'une accélération du capital par tête : ce processus n'est pas formellement différent de ce que les néo-classiques appellent substitution mais il est parfaitement intégrable à l'analyse marxiste. C'est par exemple ce que font Duménil et Lévy dans leur étude du capitalisme américain.⁹

⁸ Husson 1996b

⁹ Duménil and Lévy 1996.

GRAPHIQUE 5. UNE LOI DE KALDOR DIFFERENTIELLE



Le modèle proposé insiste de ce point de vue sur la nécessité de combiner des facteurs d'offre et de demande pour expliquer la productivité ; cette dernière ne dépend pas seulement du capital par tête mais aussi de l'échelle de production, donc des conditions de demande. C'est pourquoi on ne peut séparer la sphère de la production et celle de la demande sociale, même pour analyser les conditions de production les plus fondamentales. C'est en ce sens que le taux de profit est un indicateur synthétique, parce qu'il reflète, notamment à travers les variations de la productivité du travail, les conditions de la demande. C'est pourquoi aussi les données technologiques ne peuvent constituer des conditions suffisantes à une sortie de la phase dépressive.

La norme salariale et la financiarisation

La norme salariale a connu une profonde transformation, qui est difficilement réversible à froid. C'est pourquoi le retournement vers une phase expansive se heurte à des obstacles d'ordre social et institutionnel. Durant la phase expansive, la norme de progression salariale était l'indexation sur la productivité du travail, et c'est l'un des principaux éléments définissant le « fordisme ». Mais depuis le début des années quatre-vingt, on a vu se généraliser peu à peu une nouvelle référence, qui est une croissance nulle du salaire réel, autrement dit une déconnexion à l'égard des gains de productivité qui sont à peu près intégralement consacrés à l'augmentation du taux de profit, la seule exception étant fournie par l'économie dominante.

Ces trois articulations - fonction de production, étendue du marché et norme salariale - contribuent à définir le taux de profit non pas seulement comme une mesure de la rentabilité du capital mais comme un indicateur synthétique de la cohérence de son fonctionnement. Cette approche s'inspire de celle de Mandel (1997), qui distingue quant à lui six « variables partiellement indépendantes » :

- 1) la composition organique du capital en général et dans les deux sections ;
- 2) la répartition du capital constant entre capital fixe et capital variable ;
- 3) l'évolution du taux de plus-value ;
- 4) l'évolution du taux d'accumulation ;
- 5) la durée du cycle de renouvellement du capital ;
- 6) les relations d'échange entre les deux sections.

La thèse que soutient Mandel est que « l'histoire du capitalisme, à la fois histoire du développement de ses contradictions et de sa logique interne, ne peut être appréhendée et comprise qu'en fonction du jeu combiné de ces six variables. Les fluctuations du taux de profit sont le séismographe de cette histoire, parce qu'elles expriment le plus clairement le résultat de ce jeu combiné. »¹⁰. Ce point de vue implique aussi que le rétablissement du taux de profit peut revêtir une signification différente selon qu'il est obtenu par un blocage salarial, par un regain de productivité ou par un ralentissement de la substitution capital-travail.

Dans les discussions sur la nature du capitalisme contemporain, cette nouveauté d'un profit sans accumulation est relativisée et rapportée à la financiarisation qui est invoquée afin de rendre compte de la non-reprise de l'accumulation en dépit d'un taux de profit élevé. Le taux de profit augmenterait effectivement, mais il serait grignoté par le capital financier, de telle sorte que le « vrai » taux de profit resterait insuffisant. Outre le fait que ce n'est que partiellement vrai - et que ça l'est de moins en moins à mesure que le temps passe - une telle présentation tend à inverser l'ordre des déterminations en confondant l'extraction de la plus-value et sa répartition, l'effet et la cause, et donc la question et la réponse. Le fait à expliquer – la question posée – porte sur la croissance de la plus-value non accumulée. La réponse ne peut pas être que cette croissance s'explique par celle de la sphère financière, qui est une modalité de redistribution de la plus-value.

C'est au contraire la croissance de la sphère financière qui s'explique par celle de la plus-value non accumulée. Plutôt que de présenter la financiarisation comme une ponction sur le profit global, qui l'empêcherait de s'investir productivement, il faut l'envisager sous l'angle de la distribution de cette plus-value. Où va-t-elle en tant que valeur extraite à travers le processus d'exploitation ? Dans la version soustractive de la financiarisation, tout se passe comme si elle s'évanouissait dans une « sphère spéculative » détachée du cycle du capital. Dans la version matérialiste, elle est redistribuée à travers les circuits compliqués de la croissance pour être finalement consommée par les détenteurs de revenus financiers. Sur un plan plus théorique ces deux approches symétriques de la finance renvoient d'ailleurs à deux théories de la valeur et du profit. La première est additive, en ce sens que le profit global est la somme de ses incarnations, profit industriel d'un côté et profit financier de l'autre, de sorte que l'on peut construire une sorte de théorie du portefeuille, très en vogue : le taux d'accumulation serait faible parce que le profit financier étant supérieur au profit industriel, les capitalistes préféreraient spéculer plutôt qu'investir. Cette critique du capitalisme est sans doute populaire, mais sur le fond très formaliste, car elle repose sur un véritable fétichisme de la finance selon laquelle la Bourse est un moyen de créer de la valeur au même titre que l'exploitation du travail.¹¹ C'est la raréfaction de lieux d'accumulation rentable qui engendre la redistribution de plus-value sous forme de revenus financiers et non la finance qui s'oppose ou se substitue à l'investissement productif. La

¹⁰ Mandel 1997, p.29.

¹¹ Pour une critique plus détaillée, voir Husson, 1997.

sortie de la phase régressive se heurte ainsi à des obstacles bien plus fondamentaux que le parasitage financier qui doit plutôt être considéré comme un symptôme de ces difficultés.

Sur un registre au fond assez voisin, on peut évoquer ce que l'on pourrait appeler la théorie quantitative du taux de profit. Ce dernier n'est pas considéré comme une variable synthétique mais comme un indicateur de seuil : c'est seulement à partir du franchissement d'un niveau critique que l'accumulation pourrait redémarrer. A moins d'idéaliser une valeur magique du taux de profit non encore atteinte, on ne comprend pas pourquoi le rétablissement du taux de profit déjà obtenu ne tire pas un tant soit peu l'accumulation. Une telle représentation ignore elle aussi la nature synthétique du taux de profit, autrement dit le fait que la manière dont est rétablie la rentabilité compte peut-être autant que le niveau atteint. Selon que le taux de profit est restauré sur la base d'un étouffement durable de la demande ou d'un bond en avant de la productivité, son impact sera évidemment différent.

Enfin, ce que l'on pourrait appeler le marxisme keynésien représente l'ombre inversée de cette orthodoxie du taux de profit. Le socle sur lequel il est construit est l'idée que les débouchés bloqués sont la cause essentielle de la faible croissance et du chômage de masse. Mais les politiques de relance keynésiennes se heurteraient à une *policy mix* défavorable en raison de taux d'intérêt élevés. Cette construction théorique renverse elle aussi l'ordre des causalités et de la chronologie. La hausse des taux d'intérêt a coïncidé avec l'application résolue de politiques néo-libérales au début des années quatre-vingt et n'a pas consisté un facteur identifiable de l'entrée en crise. Mais ce bond en avant des taux d'intérêt n'est pas tombé du ciel. On doit l'interpréter comme une variable d'ajustement fondamentale, chargée d'opérer l'adéquation de la demande aux nouvelles modalités de l'offre. Face aux menaces d'une récession mondiale majeure fondée sur un blocage universel des salaires, la montée des taux d'intérêt a eu pour fonction principale d'assurer les transferts nécessaires à l'émergence d'une « troisième demande ».

Le transfert est d'abord géographique et assure un flux de financement des *twin deficits* des Etats-Unis. Il opère au passage une énorme ponction sur les pays du Sud à travers la crise de la dette. Le transfert est ensuite « inter-social » : la montée des taux d'intérêt est un moyen de redistribuer une fraction croissante du revenu national vers les détenteurs d'actifs financiers. Le marxisme keynésien oublie cette genèse et inverse lui aussi les déterminations en suggérant que la sortie de crise présuppose une baisse des taux d'intérêt. Or, les taux d'intérêt ont déjà notablement baissé et cette baisse n'a pas pour autant conduit à une reprise durable de l'accumulation. Il faut donc trouver une explication supplémentaire au maintien de taux de croissance modérés. Bref, aucune de ces approches ne réussit pleinement à expliquer le passage d'une phase à l'autre au sein de l'onde longue et l'étirement dans le temps de son versant récessif.

L'unité de l'onde longue

L'un des ressorts essentiels de la théorie des ondes longues porte sur les rapports existant entre les phases expansives et les phases récessives. Pour simplifier, on peut distinguer deux grandes conceptions de la lecture périodisée de l'après-guerre, soit comme une onde longue relativement unifiée, ou encore comme la succession (difficile) d'un régime d'accumulation à un autre. Toute la question est de savoir s'il existe une rupture ou une continuité contradictoire entre les deux versants de l'onde longue. Il s'agit là d'un clivage important par rapport à un certain harmonicisme régulationniste qui considère le fordisme comme un objet circonscrit dans le temps, aujourd'hui révolu. Il se poserait dès lors une question toute différente, celle de l'émergence (difficile) d'un nouveau régime d'accumulation. Selon l'autre point de vue, l'onde longue doit être étudiée comme un ensemble unitaire. La différence des deux points de vue tourne en fait autour de cette interrogation : est-il ou non nécessaire (et possible) de rendre

compte de manière articulée des raisons de l'entrée en crise et des raisons de la non-sortie de la phase dépressive ?

L'analyse proposée ici a pour ambition d'avancer une lecture unifiée que l'on peut très sommairement résumer de la manière suivante : la crise du fordisme s'explique essentiellement par une dérive de la structure des besoins sociaux vers des productions¹² qui s'écartent des critères de la rentabilité capitaliste dans la mesure où n'y sont pas associés des gains de productivité suffisants. Et c'est cette même dérive qui fait obstacle à l'enclenchement d'un cercle vertueux s'appuyant sur le rétablissement – déjà largement acquis – du profit. Cette proposition nécessite un certain nombre de précisions que l'on peut présenter comme autant d'objections.

La première objection à un tel schéma est au fond la suivante : comment rendre compte d'un retournement brutal et relativement condensé dans le temps (1975-1980) à partir d'une évolution structurelle lente ? Pourquoi un déplacement structurel – une « dérive », comme on parle de dérive des continents – ne provoque-t-il pas des transformations obéissant au même rythme lent ? C'est bien de cette « discordance des temps »¹³ dont il faut rendre compte. Il s'agit d'assurer la compatibilité entre une histoire concrète et des schémas théoriques intégrant à la fois la possibilité de phases d'expansion et l'inévitabilité des crises périodiques.

Cette articulation n'est pas aisée, car il ne faut pas que les théories soient « trop bonnes ». Il existe ainsi des lectures « catastrophistes » qui expliquent si bien la crise qu'on ne comprend pas comment elle n'est pas permanente ; vice versa, les approches « harmonicistes » conduisent à se demander comment une mécanique si bien huilée a pu jamais se détraquer. On ne peut non plus exiger des formulations théoriques qu'elles fournissent une grille de lecture universelle et atemporelle, applicable à toutes les situations de crise, puisque ce serait nier leur dimension historique. Enfin, il va de soi qu'une formulation vulgaire des ondes longues (ça se retourne tous les 25 ans) ne peut se substituer à une telle analyse.

Cette tension entre la chronologie et la théorie introduit une différence fondamentale entre les causes structurelles de la crise et ses formes brutales d'apparition. On pourrait aisément montrer que le lieu d'irruption de la crise désigne toujours un « faux coupable » et tend à établir une causalité superficielle. En 1973-1974, on a ainsi immédiatement parlé de « choc pétrolier », en mélangeant allègrement un facteur direct de l'entrée en récession et ses causes profondes. Les Bourses sont le lieu de prédilection d'émergence des crises, non parce que la dimension financière serait première, mais parce qu'il s'agit de la scène naturelle où se dénoue la nécessité d'une dévalorisation violente du capital. Ce problème d'interprétation existe aussi au sein du marxisme le plus traditionnel : comment, et à quelles conditions, une tendance comme celle de la baisse du taux de profit, peut-elle en effet engendrer des krachs périodiques ? Une difficulté semblable s'exprime par la variété de significations du terme de crise qui s'applique aussi bien au choc brutal du krach, qu'à l'enlisement dans la crise qui dure. Trois figures théoriques nous semblent permettre d'avancer sur ces terrains, que l'on pourrait baptiser de manière imagée : accumulation des contradictions, inversion des cercles vertueux, distinction entre variables du temps long et variables du temps court.

La première figure utile à la lecture de la crise est celle des tensions accumulées. On peut prendre l'image d'un barrage qui cède : la catastrophe intervient dans un temps très court mais cela n'empêche qu'elle est le résultat d'un lent travail d'usure. La première brèche peut être minuscule, mais elle déclenche un processus de transformation qualitative, provoque un déséquilibre qui se transforme en rupture. L'endroit où s'est produit la première fissure est au fond indifférent : sa localisation ne donne aucune indication sur une quelconque causalité. Pour filer la métaphore, la position d'un Mandel à propos du capitalisme d'après-guerre consiste à

¹² au sens large : il peut s'agir de biens ou de services.

¹³ pour reprendre la belle expression, pas seulement métaphorique, de Bensaïd (1995). Cette réflexion doit également beaucoup à l'ouvrage magistral de Francisco Louçã (1997).

observer le barrage avant qu'il cède et à montrer à la fois pourquoi il a tenu jusque là, et pourquoi il ne peut pas résister aux pressions qui s'accumulent. Si l'on oublie l'un des termes de ce pronostic, on obtient un discours unilatéral facilement critiquable. Et c'est d'ailleurs ce qui explique que Mandel ait été pris entre des critiques contradictoires. Il y a eu des défenseurs du dogme pour lui attribuer la thèse selon laquelle le capitalisme avait résolu ses contradictions. Mais, d'autres, en sens inverse, lui ont reproché de prévoir en permanence l'effondrement du système.

Un second instrument conceptuel conduit à observer comment les dispositifs vertueux peuvent se transformer progressivement en leur contraire pour devenir en quelque sorte des accélérateurs de contradiction. L'inflation présente ainsi bien des avantages pour le financement du capital, mais elle se borne à étaler les contradictions dans le temps, jusqu'au moment où elle se transforme en son contraire, à savoir un obstacle à la gestion capitaliste de la crise. On a vu que l'inflation joue un rôle central dans les analyses du capitalisme d'après-guerre, mais c'est aussi autour du mot d'ordre de lutte contre l'inflation que va s'effectuer le tournant néolibéral, l'objectif réel étant évidemment d'imposer l'austérité salariale comme nouvelle norme. Et, pour cela, il fallait bien défaire cet instrument de régulation, qui devenait un obstacle à la mise en place des politiques de sortie de crise. Le même raisonnement s'applique aux dépenses sociales ou, plus récemment, aux dépenses militaires, dont tout le monde s'accordait à décrire l'impact anti-récession, mais dont Mandel a été l'un des rares théoriciens à saisir la dimension contradictoire, à savoir le poids croissant qu'elles représentaient dans la formation du profit.

Enfin, une dernière distinction devrait être opérée entre les variables de long terme et les variables de court terme. Le passage de l'onde longue expansive à l'onde longue récessive ne peut être compris que par une modification de la configuration capitaliste d'ensemble que Mandel propose d'analyser à partir d'une combinatoire de « variables partiellement indépendantes ». Or, aucune de ces variables ne va se retourner brusquement, ce qui conduit à cette remarque fondamentale : la crise, en tant que rupture, renvoie à la chute brutale de certaines variables. Mais la crise qui dure ne peut s'expliquer autrement que par le changement de régime des variables structurelles. La récession généralisée de 1974-75 clôt la période d'expansion. En tant que récession brutale, elle ne peut être directement expliquée par des variations tendanciennes de productivité ou encore moins par des évolutions lentes de la structure de la demande sociale. Ce sont pourtant ces mouvements tectoniques lents, souterrains, qui mènent à la crise et surtout à la non-sortie de crise, même si celle-ci prend un temps la forme concrète de l'éruption, du tremblement de terre ou du raz-de-marée.

Services et productivité

La thèse présentée ici ne se résume pas simplement à la montée des services, même si on peut considérer qu'elle s'y ramène sur le fond. Pour le montrer, il est intéressant de revenir rapidement sur l'hypothèse « néo-fordiste » avancée au début des années 80 par des auteurs comme Aglietta ou Attali. L'idée était que de nouveaux biens industriels pourraient prendre le relais de l'automobile en satisfaisant les besoins sociaux déjà existants à partir d'une offre renouvelée de biens industriels. Toute une série de scénarios possibles avaient été échafaudés à partir de la généralisation de l'informatique domestique. Des biens nouveaux ont certes fait leur apparition, sans pour autant susciter une croissance néo-fordiste. Il est essentiel de se demander pourquoi, et l'on s'aperçoit alors que plusieurs facteurs se combinent.

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible des nouveaux marchés était a priori contrainte. Mais ce n'est pas la raison principale, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui

entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. La taille relativement limitée n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande. Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité. Il faut citer ici les travaux d'Appelbaum et Schettkat (1995) qui montrent de manière convaincante que le passage du plein emploi au chômage est dû « au processus de développement endogène lui-même ». Leur analyse « se fonde sur le fait que l'élasticité de la demande de nombreux biens de consommation durables par rapport aux prix s'est relâchée avec le temps, au fur et à mesure que les ménages devenaient plus prospères et, donc, avaient accumulé davantage de ces biens ».

La réponse que nous proposons repose sur l'idée qu'il existe une autre condition à remplir que le couple classique profits/débouchés. Il faut encore que la manière dont sont révélés et satisfaits les besoins sociaux soit adéquate aux autres composantes du régime d'accumulation. Or, ce n'est pas le cas, pour deux séries de raisons dont les effets se cumulent. La principale est la dérive de la demande sociale des biens manufacturés vers les services. Cette transformation des besoins sociaux n'obéit pas aux exigences de l'accumulation. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les inputs en services voient leur proportion augmenter. Notre thèse est que cette modification structurelle de la demande sociale est la cause du ralentissement de la productivité et que celle-ci vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même ralenti. C'est parce que la productivité a ralenti que l'accumulation ralentit et que la croissance est bridée, avec des effets en retour « à la Kaldor » sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud.

Dans ces conditions, la distribution de revenu ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité – inférieure ou moins rapidement croissante – vient peser sur les conditions générales de la productivité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché d'accompagnement, et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente jusqu'à un certain point une issue à la question de la réalisation du profit.

Pour une lecture alternative

Si l'enlèvement du capitalisme dans une phase dépressive résulte d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance et de satisfaction de ces besoins, alors le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. Peut-être ce dernier a-t-il épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passerait dorénavant par une involution sociale généralisée ? On peut en effet faire l'hypothèse que le capitalisme voit se restreindre – au moins provisoirement – ses possibilités d'ajustement, dans ses diverses dimensions, technologique, sociale et géographique.

L'interprétation proposée ici du « paradoxe de Solow » suggère qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti de d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l’insuffisance de l’accumulation représenterait un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l’imbrication croissante entre industrie et services au cœur même de l’appareil productif pourrait continuer durablement à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l’insuffisant dynamisme de la demande renforce l’effet précédent et y ajouterait un facteur spécifique d’inadéquation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de l’élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

La technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l’espèce de marchandises à forte productivité, l’adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et la réalisation n’est possible qu’à la condition d’une inégalité croissante des revenus. C’est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d’une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant l’Age d’or, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l’accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d’extension sans limites. L’ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n’a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l’économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d’éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d’hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent aux Etats-Unis ne jette pas les bases d’un régime de croissance qui pourraient ensuite se renforcer en s’étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d’étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. C’est pourquoi, le prochain retournement cyclique sera probablement accompagné d’une montée des tensions entre les pôles dominants de l’économie mondiale et d’une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d’une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s’étirer dans la faible croissance. Pour reprendre une formule célèbre, le fordisme a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu’il avait de mieux à offrir. Le fait qu’il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d’un véritable droit à la régression sociale.

Cette lecture de la crise permet d’éclairer de manière rétroactive la trajectoire de l’économie capitaliste depuis un demi-siècle. Le mouvement de fond est celui qui modifie la demande sociale et la déporte des biens manufacturés auxquels sont associés d’importants gains de productivité vers une demande de services souvent collectifs et peu susceptibles d’être satisfaits sous forme de marchandises comparables à l’automobile. Dans la mesure où la satisfaction de ces besoins pèserait sur la rentabilité du capital, ils sont traités comme une contrainte et donc satisfaits sur la base la plus étroite possible. Et comme les besoins sociaux émanant d’une bonne partie de l’humanité pauvre entrent dans cette catégorie, on assiste à un gigantesque déni de production à l’échelle mondiale : mieux vaut ne pas produire que de produire en dessous de la norme de profit. Un tel processus se déroule évidemment dans le temps long des transformations structurelles et il ne peut évidemment être convoqué comme explication du déclenchement de la crise. Mais c’est lui qui sous-tend la grande transition vers un capitalisme qui accumule peu et creuse les inégalités. Ce repérage des obstacles à l’accumulation conduit à penser que la reprise récente est de nature cyclique et qu’elle ne préfigure donc pas une nouvelle phase d’expansion soutenue.

Références

- Appelbaum E. & Schettkat R., « Emploi et productivité dans les pays industriels », *Revue internationale du travail* vol.134 n°4-5, 1995.
- Bensaïd D., *La discordance des temps*, Editions de la Passion, Paris, 1995.
- Brenner R., *The economics of global turbulence*, numéro spécial *New Left Review* n°229, 1998.
- Duménil G. & Lévy D., *The U.S. Economy since the Civil War : Sources and Construction of the Series*, Cepremap, Paris, 1994.
- Duménil G. & Lévy D., *La dynamique du capital*, PUF, Paris, 1996.
- Husson M., *Misère du capital. Une critique du néolibéralisme*, Editions Syros, Paris 1996a.
- Husson M., « Du ralentissement de la productivité », *La Revue de l'IRE* n°22. 1996b.
- Husson M., « Contre le fétichisme de la finance », *Critique communiste* n°149, 1997.
- Husson M., *Les ajustements de l'emploi. Une critique de l'économétrie bourgeoise*, Editions Page deux, Lausanne 1999.
- Husson M., « Surfing on the long wave », *Historical materialism* n°5, 2000.
- Louçã F., *Turbulence in Economics*, Edward Elgar, Cheltenham, 1997.
- OCDE, *Perspectives économiques* n°64, 1998.
- Mandel E., *Long waves of capitalist development. A marxist interpretation*, Verso, Londres, 1995.
- Mandel E., *Le troisième âge du capitalisme*, Editions de la Passion, Paris, 1997.
- Solow R., « We'd Better Watch Out », *New York Times Book Review*, 12 juillet 1987.
- Weber M. & Rigby D., *The Golden Age Illusion*, The Guilford Press, New York, 1996.